

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE CHIMIE SALINDRES

Quartier Usine
30340 Salindres

Références : -

Code AIOT : 0006601574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement GIE CHIMIE SALINDRES implanté Avenue Jean Moulin 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE CHIMIE SALINDRES
- Avenue Jean Moulin 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601574
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme chimique de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Elle regroupe aujourd'hui trois exploitants industriels : Rhodia Opérations qui exploitait des installations de production et qui a déclaré sa cessation d'activité par courrier du 11 mars 2025, Axens qui exploite des installations de production, et le GIE Chimie, en charge de la fourniture des utilités pour les deux exploitants précédents.

Elle occupe 100 hectares, à proximité du centre-ville, à 6 km environ au Nord-Est de la ville d'Alès. La quasi-totalité de l'activité industrielle se trouve sur des remblais anthropiques qui par endroits peuvent atteindre 35m d'épaisseur. Une nappe superficielle, alimentée par les eaux pluviales, plus ou moins continue, circule dans les remblais avant d'être drainée par l'Arias et l'Avène. Une nappe plus profonde (marno-calcaires) semi-captive est présente à environ 7-8 m en dessous des remblais, s'écoulant avec un faible gradient (25/1000) en direction du sud-ouest, alimentée par l'amont du site et potentiellement par des infiltrations venant de la nappe superficielle.

Le GIE Chimie est une entreprise de prestation de services. Il assure notamment pour le compte de ces 2 industriels la mise en œuvre des suivis des eaux souterraines qui sont prescrits.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantification des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 4	Sans objet
3	Réduction des niveaux d'émission	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 5	Sans objet
4	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.1	Sans objet
5	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.2	Sans objet
6	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est réalisée dans la continuité de la visite du 9 décembre 2024 menée sur les thématiques "eaux souterraines" et "action nationale PFAS".

Concernant le volet "suivi des eaux souterraines", une évolution réglementaire applicable au 1^{er}

juillet 2023 renforce les conditions de suivi et impose désormais un bilan quadriennal pour les sites où une pollution des eaux souterraines a été identifiée. Des investigations complémentaires ont été menées depuis la dernière visite pour clarifier la vitesse de circulation de la nappe profonde, l'hydrogéologie du site et notamment l'interconnexion entre les eaux circulant dans les remblais et la nappe marno-calcaires. Ces éléments doivent permettre de redéfinir le cadre de surveillance des eaux souterraines en ce qui concerne la nappe marno-calcaires selon un réseau positionné en amont et en aval hydraulique de la plateforme. Il est demandé à l'exploitant de compléter sous 3 mois le bilan quadriennal transmis pour le mettre en conformité avec le nouvel article 65bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 selon les points relevés au constat 1 détaillé ci-dessous. La surveillance mise en place doit également permettre de suivre ou détecter la présence de pollutions liées à l'activité industrielle sur la plateforme de Salindres, afin de mettre en place les éventuelles mesures de gestion pour prévenir ou limiter les impacts extérieurs au site. La présentation des résultats d'autosurveillance de la nappe des remblais 2024-2025 fait ressortir deux zones à proximité des limites est de la plateforme présentant des concentrations de pollutions significatives en ce qui concerne les PFAS (acide trifluoroacétique ou TFA) et les composés organiques volatils halogénés (COHV). Ces niveaux élevés de concentration traduisent la présence de pollutions concentrées nécessitant la proposition de mesures de gestion associées (à savoir la suppression des pollutions concentrées) en application de l'article R.512-39-3.-I du code de l'environnement. Les marqueurs relevés COHV et TFA étant spécifiquement liés à l'activité historique de Rhodia Operations, ce point est repris pour le compte de cet exploitant dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport et qui sera adressé en parallèle à Rhodia Operations au titre du contradictoire.

Concernant le volet "suivi de l'action PFAS", le GIE Chimie met en œuvre les dispositions de surveillance des émissions de PFAS prescrites par l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024. L'exploitant travaille d'un point de vue métrologique pour réduire la limite de quantification des PFAS spécifiques à la plateforme de Salindres et permettre ainsi de disposer de valeurs dans le milieu naturel plus précises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal
Prescription contrôlée : Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.
Constats :

L'exploitant a transmis un bilan quadriennal 2019 -2023 daté du 15 mai 2024 en réponse aux demandes de l'inspection du 5 juillet 2023 et propose de faire évoluer le suivi des eaux souterraines. Lors de l'inspection du 9 décembre 2024 il a été estimé que des précisions devaient être apportées pour faire évoluer le suivi actuellement prescrit sur les points suivants :

1. Hydrogéologie du site : *proposition de transects pour mieux comprendre l'hydrogéologie locale. Cette action doit en particulier permettre de déterminer si la nappe marno-calcaires, semi-captive, peut localement alimenter la nappe des remblais. Elle doit également permettre d'évaluer la vitesse de déplacement de la nappe marno-calcaires afin de pouvoir justifier la fréquence des analyses dans cette nappe.*

Une première série d'investigation géophysique a été réalisée durant le mois de février 2025. Au vu des résultats de cette première campagne d'investigation, l'exploitant n'a pas jugé nécessaire pour le moment de mener une seconde campagne géophysique supplémentaire.

Une cartographie permettant d'illustrer l'hydrologie locale avec la représentation des sens d'écoulements des nappes intégrant les données de juin 2024 de la zone Montana fournies par Rio Tinto a été complétée.

Des essais de pompage avec injection de fluorescéine ont été effectués par le bureau d'études certifié WSP sur trois doublets de piézomètres Pz21/Pz301_s et Pz101/Pz300_s, sites présentant une superposition des nappes des marno-calcaires et des résidus/remblais. Ces essais ont consisté en l'injection de fluorescéine dans l'ouvrage superficiel, le pompage de l'ouvrage profond pendant une période de 24 à 72 heures (en fonction de la réponse du niveau piézométrique ou de la récupération de fluorescéine), et le suivi des niveaux piézométriques et des concentrations de fluorescéine à l'aide d'un fluorimètre, dans le but de caractériser les communications inter-nappes.

Sur la base des résultats de ces investigations :

- la cartographie permettant d'illustrer l'hydrologie locale avec la représentation des sens d'écoulements des deux nappes intégrant les données de juin 2024 de la zone Montana fournies par Rio Tinto a été complétée ;

- une communication possible ascendante et descendante entre la nappe des résidus/remblais et la nappe des marno-calcaires a été mise en évidence;

- la vitesse estimée de déplacement de la nappe marno-calcaires est de l'ordre de 10 cm/an.

Le GIE Chimie propose ainsi une fréquence trimestrielle de mesures dans les eaux souterraines pendant la durée de la cessation d'activité de l'établissement Rhodia Opérations, puis, une fois ces démarches achevées, de passer à une fréquence semestrielle, adaptée à la vitesse d'écoulement de la nappe déterminée.

Observation 1 : Les résultats acquis de ces investigations, la définition d'une stratégie en découlant, ainsi que l'évaluation de la vitesse de déplacement de la nappe des marno-calcaires pour justifier la fréquence des analyses réalisées dans cette nappe, seront présentés dans la mise à jour du bilan quadriennal 2019-2024 (incluant l'année 2024) à transmettre sous 3 mois. En outre, les investigations présentées font apparaître un dôme piézométrique de la nappe marno-calcaires au droit de la zone de l'ancien bassin B2 de stockage des résidus sur la plateforme. Le bilan doit fournir une analyse explicative quant au positionnement de ce dôme piézométrique.

2- Réseau piézométrique du suivi réglementaire : *l'inventaire des piézomètres présents sur le site doit être complété. En outre, l'exploitant doit justifier l'absence d'impact significatif de la plateforme sur le piézomètre Amont, et montrer que ce piézomètre est suffisamment profond pour aller*

jusqu'à la nappe marno-calcaires supposée en dessous du niveau de l'Avène.

L'inventaire des piézomètres présents sur le site a été complété et comporte 135 piézomètres, incluant ceux de Rio Tinto (zone Montana). Le piézomètre amont (Pz_ext_18) situé au nord de la plateforme est crépiné entre 174 et 180 m NGF dans des marnes et argiles. Le niveau de l'Avène se situe à une altimétrie générale de 180 m NGF environ. Néanmoins ce piézomètre présente un temps de recharge après purge long (plusieurs jours). Ainsi l'exploitant propose l'utilisation d'un nouveau piézomètre de référence (Pz_ext_23) également situé au nord de la plateforme, plus profond (fond piézométrique situé à 168,9m en deçà de l'altimétrie de l'Avène).

Observation 2 : L'inventaire des piézomètres présents sur le site et la justification du changement de piézomètre amont seront présentés dans la prochaine mise à jour du bilan quadriennal 2019-2024 (incluant l'année 2024) à transmettre sous 3 mois. En particulier, l'exploitant propose un réseau de surveillance de la nappe marno-calcaires s'appuyant sur une vingtaine de piézomètres en ceinture de la plateforme pour la surveillance aval. Ce réseau apparaît très dense et sa pertinence doit être précisée. Ainsi il est attendu que soit justifiée la pertinence de chaque piézomètre proposé au regard des intérêts surveillés (quels polluants par rapport à quels enjeux).

3- Choix des substances à analyser et fréquence des analyses : *l'exploitant doit justifier la fréquence des campagnes d'analyses trimestrielle proposée pour le suivi de la nappe marno-calcaires par rapport aux objectifs (suivi de l'impact de la plate-forme, détection d'une nouvelle pollution) et aux éventuels suivis proposés dans la nappe des remblais à l'aval immédiat des sources potentielles de pollution.*

L'exploitant a proposé de compléter les substances à analyser, notamment pour certains métaux, pour les COHV, les hydrocarbures ainsi que les certains composés fluorés de la famille des PFAS produits historiquement sur la plateforme de Salindres. Il propose une fréquence de surveillance trimestrielle le temps des travaux liés à la cessation d'activité, puis semestrielle.

Observation 3 : Le nouveau programme de suivi comprenant une révision du nombre de points de prélèvement, de la fréquence des prélèvements, du protocole de prélèvement et du programme analytique, doit être proposé par le GIE et doit être présenté dans la prochaine mise à jour du bilan quadriennal 2019-2024 (incluant l'année 2024) à transmettre sous 3 mois.

4- Conditions de prélèvements et d'analyses : *l'exploitant doit annexer au prochain bilan quadriennal, la mise à jour de son manuel d'autosurveillance (221HSE04) mis en conformité avec la norme NF X31-615 suite aux remarques faites par le BE certifié SSP.*

Les prochains prélèvements trimestriels destinés à alimenter le bilan quadriennal seront confiés à la société WSP, qui détient la certification requise pour effectuer ces prélèvements conformément à la norme NF X31-615. Cette décision a été prise en raison du délai insuffisant pour assurer la formation du personnel du GIE à cette norme dans les délais impartis.

Par ailleurs, une périodicité annuelle de vérification des analyses internes et externes, par un laboratoire externe sera instaurée pour les analyses à venir. Un processus de sélection sera mis en œuvre pour identifier un laboratoire externe compétent. Ce processus pourra se révéler complexe, compte tenu de la difficulté des analyses relatives aux substances spécifiques présentes sur le site, notamment les PFAS.

Observation 4 : Le manuel d'autosurveillance annexé au bilan quadriennal doit être tenu à jour et documenté avec les conditions présentées de prélèvements, d'analyses et de vérification périodique par un laboratoire externe.

5- Evolution des résultats :

Les cartographies reprenant les résultats de surveillance de la nappe des marno-calcaires, présentées selon 4 zones définies en fonction des écoulements profonds, selon les piézomètres et paramètres sélectionnés en séance (sulfates, COHV et TFA) sont présentées.

Observations 5 :l'exploitant doit compléter dans la mise à jour du bilan quadriennal à remettre sous 3 mois les courbes montrant l'évolution des résultats depuis la mise en place de la surveillance, en fonction des résultats acquis avec une attention particulière sur l'adaptation de l'échelle graphique pour en améliorer la lisibilité, la lecture amont / aval pour le choix du réseau, ainsi que sur les investigations menées en cas d'évolutions relevées.

6- Analyse dans la nappe des remblais :

Suite à l'inspection 2024, l'exploitant a complété les résultats de l'autosurveillance menée sur la nappe des résidus/remblais. Les cartographies partagées en séance reprennent un extrait des résultats selon les piézomètres et les paramètres sélectionnés par l'exploitant (sulfates, COHV et TFA).

Il ressort en particulier des concentrés de pollution au niveau de deux zones situées à proximité des limites de la plateforme (Pz506 / Pz507 d'une part et Pz512 d'autre part) avec des teneurs significatives en COHV (jusqu'à > 10mg/l) et TFA (jusqu'à > 100mg/l). Ni l'origine de ces concentrés, ni les premiers éléments d'interprétation en découlant n'ont pu être présentés à l'inspection. Concernant la vitesse estimée de la nappe des remblais ici concernée, aucune valeur n'a pu être avancée, sa vitesse de circulation est considérée très variable par l'exploitant. Les piézomètres de la nappe marno-calcaires situés en aval hydraulique à l'extérieur de la plateforme chimique par rapport à ces zones de pollutions concentrées (pz_ext_21 et pz_ext_22) ne montrent pas de marquage significatif sur ces mêmes polluants (concentration en TFA inférieure à 0,5 mg/L et inférieure aux limites de quantification pour les COHV). Une cartographie du réseau des piézomètres est jointe en annexe du présent rapport permettant la localisation des piézomètres sus-cités.

Observations 6 et 7 :Pour des raisons de limitation de caractères sur l'outil numérique de saisie des constats de l'inspection, la suite du présent constat n°1, incluant les observations 6 et 7, est intégrée dans l'encadré ci-dessous "demande à formuler à l'exploitant".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite de la fiche "constat 1" intégrant les observations 6 et 7 :

Observation 6 : La présentation des deux zones présentant des concentrations élevées de pollutions, situées à 150 m des limites est du site (Pz506) d'une part et proches de ces limites (Pz507/Pz512) d'autre part constitue un nouvel élément porté à la connaissance de l'inspection issu de la mise en place de la surveillance renforcée des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024. L'exploitant doit proposer les mesures de gestion associées à ces pollutions concentrées qui peuvent représenter une source d'impact pour le milieu naturel,

l'Avène s'écoulant à l'est. En effet l'article R.512-39-3-I du code de l'environnement prévoit que « les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. » L'exploitant doit évaluer de façon parallèle la vitesse de déplacement de la nappe des remblais ainsi que la mobilité de ces produits dans la nappe afin de pouvoir estimer la vitesse de déplacement de ces concentrés. Les marqueurs relevés COHV et TFA étant spécifiquement liés à l'activité historique de Rhodia Operations, ce point est repris pour le compte de cet exploitant dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport et qui sera adressé en parallèle à Rhodia Operations dans le cadre du contradictoire.

Observation 7 : Suite à la cessation de Rhodia Operations, l'exploitant doit identifier les piézomètres qui sont pertinents pour suivre les installations en activité d'Axens et des autres futurs exploitants le cas échéant, mais aussi pour spécifiquement suivre l'évolution des niveaux de PFAS dans la nappe à la suite des actions d'étanchéité des anciens dépôt de résidus mises en place dans le cadre des projets Montana et Arizona. Ce suivi de la nappe des remblais doit être intégré au manuel d'autosurveillance. Il est attendu une proposition argumentée des paramètres choisis à adapter aux piézomètres sélectionnés accompagnée de l'objectif de la surveillance proposée et des fréquences adaptées.

Les piézomètres qui ne seront plus utilisés seront mis en sécurité et ceux qui présentent un risque de mise en communication des 2 nappes devront être comblés selon les normes en vigueur.

Demande :

L'exploitant doit transmettre un bilan quadriennal 2019-2024 incluant l'exercice 2024 conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel mis à jour par la prise en compte des réponses apportées aux 7 observations du présent constat sous un délai maximal de 3 mois. La surveillance actualisée doit découler d'une analyse basée sur les piézomètres sélectionnés au regard des enjeux identifiés. Elle doit présenter les objectifs recherchés, définir pour chaque zone l'amont et l'aval et ségréguer les polluants en cohérence.

Concernant les pollutions concentrées révélées au niveau des piézomètres Pz 506 et Pz 512, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport est adressé en parallèle à Rhodia Operations afin que des mesures de gestion adaptées soient définies et mises en œuvre pour prévenir tout impact sur l'extérieur de la plateforme chimique et conformément aux exigences du code de l'environnement qui impose la suppression des pollutions concentrées (article R.512-39 I).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Quantification des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Méthode de mesure utilisée pour les PFAS spécifiques

Prescription contrôlée :

Le GIE Chimie tient à disposition de l'inspection des installations classées le descriptif détaillé de la méthode de mesure utilisée pour réaliser ces quantifications, ainsi que pour mesurer les concentrations rejetées, dans l'eau, des PFAS identifiées à l'article 3 du présent arrêté (au

minimum : acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA), triflinate (TFS), trifluorométhylbenzène (TFMB) et dérivés). Il en justifie la représentativité en précisant les limites de la méthodologie mise en place, notamment les limites de quantification associées pour mesurer les concentrations des PFAS visés à l'article 3 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant dispose d'une note de synthèse, datée de septembre 2024, qu'il a établie pour décrire les méthodes de mesures mises en œuvre pour la quantification des PFAS liés à l'activité. Cette note décrit les méthodes mises en œuvre par le laboratoire sur site, le laboratoire du groupe situé à Lyon ainsi que les critères pris en compte pour la sélection des laboratoires internes. Ces mesures permettent d'assurer, pour le TFA, une limite de quantification de 200 µg/L pour les mesures internes et les laboratoires externes retenus (Wesling et Agrolab) - devraient assurer des mesures avec une limite de quantification de 0,5 µg/L.

Depuis, l'exploitant a fait l'acquisition de nouveaux appareils de mesures (chromatographie ionique couplée à une spectrométrie de masse) et le développement et l'appropriation de la méthode sont en cours. Les nouveaux appareils doivent entrer en service à partir du mois de mars 2026 et permettre de réduire la limite de quantification aux environs de 1 µg/L.

Des premières analyses comparatives croisées montrent que les équipements des laboratoires extérieurs (chromatographie liquide) sont plus efficaces sur des concentrations faibles en PFAS alors que ceux de l'exploitant s'avèrent plus efficaces sur des concentrations plus élevées. Le niveau de correspondance est correct sur les concentrations faibles et intermédiaires mais présentent plus d'écart sur les concentrations élevées (> 10 mg/L).

Une mise à jour de la note de description détaillée des méthodes de mesure est attendue.

Observation : Avec l'évolution de la technologie de mesure à venir permettant d'abaisser la limite de quantification, l'exploitant doit mettre à jour sa note de description détaillée des méthodes de mesure. Il mettra notamment en avant les dispositions prises pour permettre d'assurer la représentativité des mesures tant internes, qu'externes, via la réalisation de mesures comparatives croisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réduction des niveaux d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Valeurs de rejet

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites rejetés au milieu naturel par le GIE Chimie fixé à l'article 3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°2026 du 7 juillet 2000 susvisé et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-32 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les valeurs limites fixées au présent

article pour les substances suivantes : acide trifluoroacétique (TFA), acide triflique (TA), acide chlorodifluoroacétique (CDFA) et triflinate (TFS).

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance sur ces PFAS ont été présentés lors de la visite.

Sur l'année 2025, et jusqu'au jour de la visite, les valeurs limites en concentration sur le TFA, le TA, le TFS et le CDFA sont respectées.

Depuis le début de l'année 2025 les concentrations moyennes mesurées sont les suivantes : 4,5 mg/L pour le TFA en légère baisse par rapport au second semestre de l'année 2024 (6,5 mg/L) pour une limite fixée à 15 mg/L, 0,9 mg/L pour le TA pour une limite fixée à 5 mg/L, 0,7 mg/L pour le CDFA pour une limite fixée à 2,5 mg/L, 0,1 mg/L pour le TFS pour une limite fixée à 1 mg/L. Ces dernières valeurs sont homogènes avec celles mesurées sur le second semestre de l'année 2024.

Pour ce qui concerne les flux et depuis le début de l'année, le flux moyen en TFA rejeté est de l'ordre de 9 kg/j (pour une limite à 15 kg/j en moyenne mensuelle). Des flux d'émissions plus importants ont été observés notamment aux mois de février et mars avec un maximum relevé à 44 kg/j. La moyenne mensuelle de 15 kg/j est dépassée sur les mois de février et mars (respectivement 17,8 kg/j et 16,4 kg/j). Ces pics d'émission et dépassements sur ces deux mois sont à mettre en relation avec des épisodes pluvieux intenses s'accompagnant de débit de rejet 10 fois supérieur à la normale (11 000 m³ le jour du flux le plus élevé, pour une concentration en TFA mesurée conforme à 4,2 mg/L). Depuis avril 2025 les flux sont conformes en moyenne mensuelle.

Ainsi l'influence de l'arrêt des activités de Rhodia Operations n'est pas encore complètement observable sur les concentrations et flux rejetés, même si depuis cet été les flux marquent une baisse par rapport aux mêmes périodes de l'année 2024. La finalisation de la mise en sécurité des installations en 2025, la mise en œuvre du plan d'actions prescrit à Rhodia Operations, notamment en terme de captation et traitement des résurgences d'eaux polluées sur la plateforme à partir de mi-2026 et de mise en place des couvertures étanches sur les anciens dépôts de déchets dans l'année 2026 doivent permettre d'observer des réductions d'émissions vers le milieu naturel.

Les PFAS spécifiques surveillés ne présentent pas de dépassement de la valeur limite en flux, pris en moyenne mensuelle ainsi que demandé par l'arrêté préfectoral.

Les autres PFAS (arrêté ministériel de juin 2023) font toujours l'objet d'une surveillance mensuelle au rejet du site. Pour 2025, les concentrations de la somme des 20 PFAS concernés varient entre 0,021 µg/L (janvier 2025) à 0,719 µg/L (février 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avec l'arrêt des activités des installations de Rhodia Opérations et la mise en œuvre du plan d'actions de réduction des émissions de PFAS sur la plateforme (captation et traitement des résurgences, couvertures étanches des massifs de résidus), l'exploitant fournit une évaluation des baisses prévisibles des émissions de PFAS dans ses rejets aqueux à partir du second semestre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fréquences de surveillance
Prescription contrôlée : <p>Les fréquences de surveillance des substances rejetées au milieu naturel par le GIE Chimie fixé à l'article 3.11.4 de l'arrêté préfectoral n°2026 du 7 juillet 2000 susvisé et modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-32 du 20 novembre 2017 susvisé sont remplacées par les fréquences fixées au présent article pour les substances suivantes : TFA, TFS, TA et CDFA.</p>
Constats : <p>Les fréquences de surveillance imposées par l'arrêté préfectoral sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance du milieu
Prescription contrôlée : <p>Le GIE Chimie procède à des mesures mensuelles de la qualité des eaux de l'Avène en amont et en aval après la zone de mélange pour les paramètres physico-chimiques suivants : température, pH, conductivité, oxygène dissous (en mg/l et % de saturation), azote global, chlorures zinc, aluminium, arsenic, DCO, DCO5, COD, PO4, Ptot, NH4, NO2, NO3, PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, PFOA, PFUnDA, PFBS, PFHxS, PFOS, TFA, TA, TFS, TFMB et dérivés identifiés dans la liste visée à l'article 3 du présent arrêté et CDFA.</p>
Constats : <p>Les résultats des mesures effectuées dans l'Avène ont été présentés en amont et en aval du rejet. Comme observé en 2024, pour le TFA la concentration moyenne mesurée en aval évolue en fonction du débit du cours d'eau. C'est donc en période estivale que les valeurs les plus élevées sont relevées (3,7 mg/L en juillet contre 0,4 mg/L par exemple en avril). La valeur moyenne aval depuis le début de l'année est de 1,6 mg/L pour le TFA en légère baisse par rapport à 2024 (2 mg/L), 0,3 mg/L pour le TA, 0,2 mg/L pour le TFS, 2,7 µg/L pour le TFMB et dérivés. A ce stade, les effets de l'arrêt des activités des installations de Rhodia Opérations et des rejets vers le milieu naturel, ne sont pas fortement observables sur les concentrations observées dans la rivière en aval du rejet de la plateforme.</p> <p>En amont de la confluence avec l'Arias, du TFA est également mesuré, potentiellement issu de résurgences non captées de la plateforme. La valeur moyenne amont depuis le début de l'année est de 0,4 mg/L pour le TFA, 0,02 mg/L pour le TA, 0,2 mg/L pour le TFS, 0,7 µg/L pour le TFMB et dérivés.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme déjà relevé en 2024, l'exploitant doit fournir une analyse détaillée permettant d'interpréter ces résultats, en particulier sur l'origine des concentrations en PFAS observées au niveau du point de surveillance amont situé sur l'Avène.</p> <p>Le marquage relevé en TFS doit être commenté.</p> <p>L'influence de la plate-forme sur l'Avène en amont du point de convergence avec l'Arias doit être analysée de manière approfondie pour que les actions de gestion adaptées puissent être proposées. En particulier, la connexion avec la nappe des remblais qui présente des marquages significatifs en PFAS (TFA) au nord est et à l'est de la plateforme doit faire l'objet d'investigations complémentaires.</p> <p>Un point de surveillance amont complémentaire, en dehors de la zone d'influence, a été étudié. Il doit désormais être proposé sur cette base.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2024, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le GIE Chimie dispose d'un réseau de piézomètres couvrant l'ensemble du site. Chaque piézomètres fait l'objet de contrôles[...] : TFA, TA, TFS, TFMB et dérivés, CDFA à fréquence semestrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de cette surveillance doit être actualisée dans le cadre de la mise à jour du bilan quadriennal 2019-2024 demandé au constat 1 ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>